



Bilan du « quoi qu'il en coûte » pour nos PME/ETI

Comment soutenir nos PME/ETI ?

Un projet initié par Pro'Action Retraite

Avril 2022

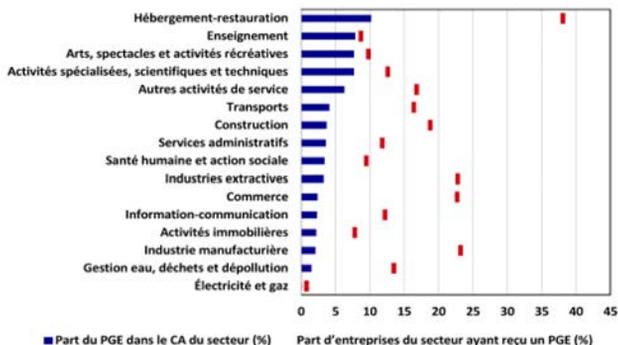


Point de marché et de conjoncture

Bilan du « quoi qu'il en coûte » 1.0 (crise du Covid 19) et situation des entreprises

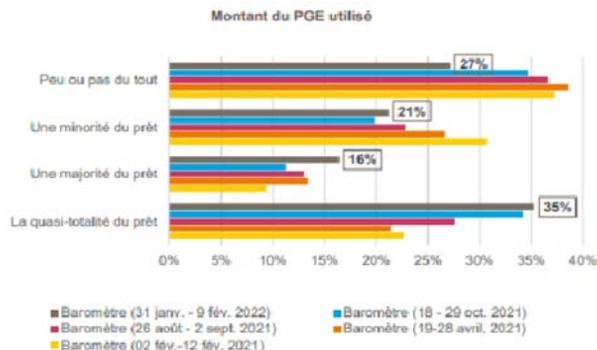
A qui les PGE ont-ils été octroyés et quel taux d'utilisation ?

Fort recours de l'hébergement-restauration



Source : données Bpifrance et Insee, calculs DG Trésor.

Des PGE peu utilisés :



Source : Bpifrance.



Principalement aux **petites entreprises** :

- 99 % des bénéficiaires sont des TPE/PME
- 77 % des montants vont aux TPE/PME
- Les ¾ des PGE sont inférieurs à 100 k€
- 48 PGE octroyés par arrêté à de grandes entreprises (pour 17 Md€)



IMAGINONS L'AVENIR



Point de marché et de conjoncture

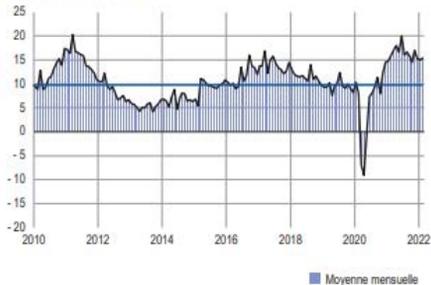
Bilan du « quoi qu'il en coûte » 1.0 (crise du Covid 19) et situation des entreprises

Des bilans peu dégradés avec une liquidité de précaution

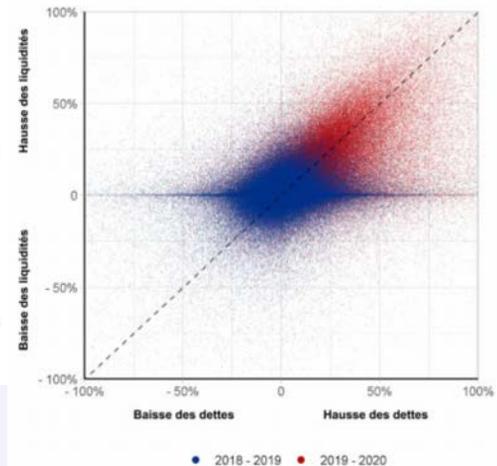
Situation de trésorerie

(solde d'opinion CVS-CJO)

a) Dans l'industrie



b) Dans les services marchands



Source : données DGFIP, calculs DG Trésor.

Un plafond peu atteint :

- PGE médian de 16,6 % du CA
- 38 % des entreprises avec un PGE représentant plus de 1/5^e de leur CA

Des bilans 2020 peu dégradés :

- Hausse des dettes
- Hausse de la trésorerie

➔ Dette nette stable dans l'ensemble

Une enveloppe PGE pas entièrement consommée



Point de marché et de conjoncture

Bilan du « quoi qu'il en coûte » 1.0 (crise du Covid 19) et situation des entreprises

Un coût modéré pour les finances publiques

Pertes estimées sur l'encours PGE
(estimations de janvier 2022)

Encours retenu	150 Md€
Taux de pertes	3,1 %
Pertes brutes	4,6 Md€
Primes de garanties	3,2 Md€
Pertes nettes	1,4 Md€

Source : DG Trésor, Banque de France .



Conclusion du « quoi qu'il en coûte » 1.0

- Un coût modéré pour les finances publiques ce qui pourrait permettre un « quoi qu'il en coûte » 2.0 (guerre Ukraine/Russie) si nécessaire ;
- En dépit de quelques secteurs, la situation financière des entreprises n'est pas dégradée, beaucoup ont même accumulé des liquidités de précaution.





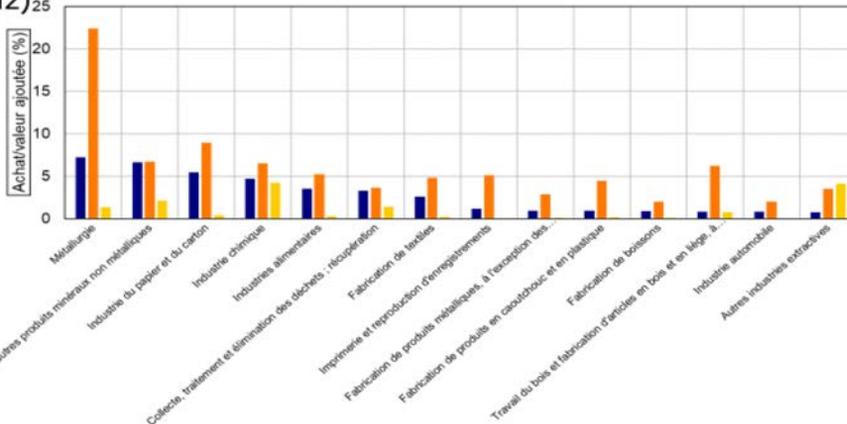
Point de marché et de conjoncture

Guerre Ukraine/Russie : Va-t-on vers un « quoi qu'il en coûte » 2.0 ?

Transmission du choc énergétique à l'économie française

Achats d'énergie en % de la valeur ajoutée par secteur (14 secteurs les plus intensifs en gaz)²⁵

Données : EACEI-FARE. Calculs DG Trésor.



Un impact hétérogène par secteur d'activité

Des secteurs fortement capitalistiques sans doute parmi les plus affectés



IMAGINONS L'AVENIR



Point de marché et de conjoncture

Guerre Ukraine/Russie : Va-t-on vers un « quoi qu'il en coûte » 2.0 ?

Des difficultés persistantes qui se traduisent dans des hausses de prix

- Difficultés d'approvisionnement : « 55% des chef d'entreprises interrogées, tous secteurs confondus »
- Difficultés de recrutement : « 51% des chef d'entreprises interrogées, tous secteurs confondus »

Part des entreprises de l'industrie ayant augmenté au moins une fois leurs prix au cours des 12 derniers mois

(en %, données brutes)



« En février 2022, près de trois entreprises sur quatre (74%) dans l'industrie ont indiqué au moins une hausse de leurs prix au cours des 12 derniers mois ; cette proportion était bien inférieure lors des précédents pics d'inflation liés aux prix de l'énergie (un peu au-dessus de 50% en 2007-2008 et 2011 et 40% en 2018%). » *Source : point de conjoncture Banque de France (mars 2022)*

Des difficultés qu'on pensait conjoncturelles et liées à la reprise d'activité post Covid-19 s'inscrivent désormais dans un temps long



IMAGINONS L'AVENIR



Point de marché et de conjoncture

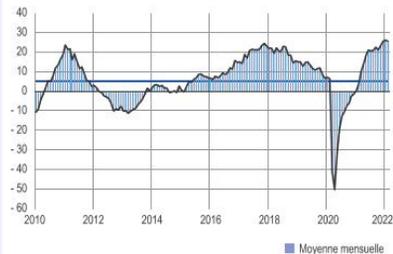
Guerre Ukraine/Russie : Va-t-on vers un « quoi qu'il en coûte » 2.0 ?

Une activité qui reste soutenue

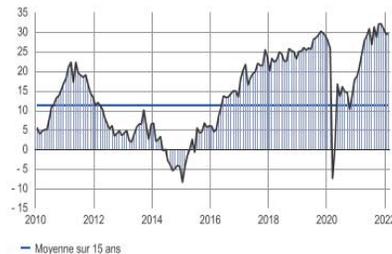
Situation des carnets de commandes

(solde d'opinion CVS-CJO)

a) Dans l'industrie



b) Dans le bâtiment



Source : point de conjoncture Banque de France (mars 2022)

en dépit d'autres canaux de transmission du choc à l'économie française

- Prix des matières premières (céréales, métaux stratégiques)
- Canal commercial : très limité pour la France (Russie + Ukraine = 1,5 % échanges)
- Canal financier : chute des prix des actions (environ - 13 % depuis janvier), volatilité, aversion pour le risque ; faible exposition directe à l'économie russe
- Canal de la confiance (ménages et entreprises)
- Risque cyber

Source : Direction Générale du Trésor (11 mars 2022)



Constat et analyse des besoins pour les entreprises

Accompagner la reprise d'activité pour qu'elle s'inscrive dans la durée par des propositions de financement appropriées

Besoin de reprofiler la structure de la dette de PME/ETI après cette période atypique

- ⇒ Passage d'un mode de financement bilatéral à un Financement Structuré dans le cadre d'un pool de prêteurs aux intérêts alignés
- ⇒ Reprofilage de la dette (yc PGE) pour lisser les charges de remboursement sur la partie amortissable (horizon 5/6 ans)
- ⇒ Augmentation de la maturité moyenne des financements en augmentant la part in fine (externalisée auprès des prêteurs privés) afin de donner le temps nécessaire à l'entreprise pour relancer son activité

Apporter des réponses concrètes

- ⇒ Donner la capacité financière aux PME/ETI pour faire face aux challenges de la reprise (effet de balancier offre/demande)
- ⇒ Renforcer la structure bilancielle des PME/ETI plus ou moins fragilisée selon les secteurs d'activité
- ⇒ Répondre à des problématiques concrètes et sensibles comme le financement du BFR dans la durée (remboursement des PGE)



Quelles conclusions tirer ?

Des besoins multiples

- ⇒ Pas de « momentum » net favorisant un besoin particulier au détriment d'un autre.
- ⇒ **Les projets pour consolider les besoins de fonds propres sont lancés** : label relance, Prêts Participatifs, fonds BPI... Tous les acteurs sont mobilisés : banques, professionnels de l'investissement.
- ⇒ **Les banques ont été mobilisées très en amont avec les PGE mais font face à des injonctions contradictoires** :
 - Soutien aux entreprises vs durcissement des conditions d'octroi de crédit face à l'augmentation du risque ;
 - Allègement des bilans saturés par les prêts accordés aux entreprises et les risques sur les expositions directes Ukraine/Russie ;
 - Recherche de rendement après avoir déployé des PGE.



- 
- Le reprofilage de la structure de dette des entreprises devra se faire avec les prêteurs privés en collaboration avec les banques
 - Un nombre important de dossiers de financement sur 12 mois glissants a pu être constaté ce qui conforte ces conclusions
 - Une coopération plus structurelle entre prêteurs privés et prêteurs bancaires.



Les investisseurs institutionnels mobilisés

Des modifications législatives et réglementaires pour inciter les prêteurs privés à financer les PME et les ETI

- 2013/2014 : création des Fonds de Prêts à l'Economie pour les assureurs
- 2017 : ouverture de l'octroi de prêts aux OPC (fin du monopole bancaire)

Recherche de sens dans les investissements réalisés – Une demande forte des adhérents

- Les adhérents/cotisants veulent mesurer les effets des placements de leurs cotisations dans l'économie locale
- Financer les PME/ETI, c'est financer la vie locale, le développement des territoires, la création d'emplois

Financer les PME/ETI pour porter un financement durable et responsable

- Sensibilisation des PME/ETI à une démarche ESG à travers leur financement
- Prise en compte des critères extra-financier pour l'évaluation des risques



Recherche de rendement dans un environnement de taux très bas

- Comment obtenir un rendement cible brut > [5% ; 5,5%]
- Tout en conservant un coût du risque inférieur à 2%
- Pour s'assurer d'un rendement minimum de 3% en cas de « stress scénario » (où le coût du risque se matérialise entièrement) ?



IMAGINONS L'AVENIR



La démarche de Pro'Action Retraite : Bâtir un fonds dédié au financement des PME/ETI

Participer au rebond de l'économie française
avec un fonds dédié qui s'articule autour de 4 piliers

- **Offrir des solutions de financement aux PME/ETI dont elles ont véritablement besoin :**
 - ⇒ des solutions de financement plus complètes et flexibles
 - ⇒ en co-investissement ou en complémentarité aux côtés des banques
- **En se focalisant sur les secteurs qui présentent un enjeu de souveraineté et d'indépendance nationale. Une notation et un suivi ESG seront formalisés et actualisés chaque année pour sensibiliser les entreprises et les accompagner.**
- **Pour un rendement net(*) investisseur > 4% tout en conservant un risque modéré :**
 - ⇒ avec un calibrage adapté du couple rendement/risque selon les dossiers d'investissement
 - ⇒ en dette senior avec une poche maximum de 35% en dette subordonnée
- **Tout en favorisant la création nette d'emplois :**
 - ⇒ Un suivi annuel de la création nette d'emplois
 - ⇒ Une création nette d'emplois > 20% sur l'ensemble du portefeuille d'investissement à maturité

Le fonds « Pro'action Rebond 2021 »



IMAGINONS L'AVENIR